

DECLARATION SUR LA GUERRE DU GOLFE, LE MOYEN ORIENT ET LA MENACE QUI PESE SUR LA PAIX MONDIALE

I. Préambule

1. Alors que la Septième Assemblée du Conseil oecuménique des Eglises se réunit à Canberra (février 1991), une guerre de dimensions effrayantes se déroule dans la région du Golfe. Déjà le Koweït était ravagé par les forces d'invasion de l'Iraq. Maintenant, à la fois le Koweït et l'Iraq subissent des bombardements d'une intensité sans précédent. D'heure en heure, le nombre des victimes augmente, combattants et non-combattants, nos frères et nos soeurs. Alors que nous étions réunis, nous avons appris qu'un abri à Bagdad avait subi un terrible bombardement qui avait tué des centaines de personnes qui y avaient cherché refuge, et parmi elles un grand nombre de femmes et d'enfants. En ce moment même se prépare une bataille terrestre qui entraînera sans nul doute de plus grandes destructions et la perte d'un plus grand nombre de vies humaines. Cette guerre menaçante risque de détruire le pays et la population qu'elle avait pour but de libérer. On assiste à l'escalade de ce conflit dans lequel, de jour en jour, un nombre croissant de pays du Golfe, du Moyen-Orient et du monde entier se trouvent entraînés. Les ressources des nations riches et des nations pauvres sont gaspillées et aucune solution n'est en vue.

2. Dans le monde entier, des efforts considérables avaient été déployés pour empêcher cette guerre et éviter son escalade. Des appels urgents ont été lancés par les dirigeants de plusieurs pays demandant que l'on ne néglige aucun effort non violent pour amener l'Iraq à se retirer inconditionnellement du Koweït et à régler par la voie de la négociation les différends qui l'opposent à son voisin. Les Eglises ont prié les chefs d'Etat de leurs pays de ne pas aggraver ce conflit qui, depuis des années, regne au Moyen-Orient, plonge périodiquement la région dans la guerre et la violence, crée un climat de peur et de défiance mutuelles entre Israël et les nations arabes, fait subir les mêmes souffrances aux communautés juives, chrétiennes et musulmanes, provoque l'occupation permanente des territoires palestiniens et de parties du Liban ainsi que l'invasion et l'occupation partielle de Chypre, et inflige de grandes souffrances au peuple palestinien, privé de ses droits à l'autodétermination, à la qualité d'Etat et à la dignité nationale, exacerbe les conflits au sein des pays de la région, continuant à empêcher que justice soit rendue à des minorités nationales telles que le peuple kurde.

3. La guerre ne permet d'espérer aucun remède durable à l'abcès du Moyen-Orient, pas plus que l'établissement d'un ordre régional ou mondial juste et pacifique durable, mais elle promet plutôt une insécurité permanente, des souffrances et des conflits sans fin.

4. Il n'est jamais trop tôt ou trop tard pour rechercher la paix et un règlement global. C'est pourquoi, une fois encore, nous en appelons tous ensemble, du fond du coeur, aux chefs des nations, et plus particulièrement à ceux des forces de la coalition dirigée par les Etats-Unis et à ceux de l'Iraq: Arrêtez les bombardements ! N'envoyez plus de missiles! Arrêtez les combats! Rétenez vos armées ! Négociez ! Faites confiance aux promesses de paix !

Ouvrer pour la paix, vocation des croyants

5. Nous confessons que nombre d'entre nous, ainsi que nos Eglises, ont trop longtemps fait montre de perplexité, de timidité et d'infidélité face à la complexité décourageante des problèmes qui regnent au Moyen-Orient depuis des décennies. Nous n'avons pas su nous distancer par rapport aux institutions militaristes pour lesquelles la guerre constitue une solution aux conflits de l'humanité ou un mal nécessaire; nous nous sommes laissés prendre au piège de la complicité avec les pouvoirs qui mettent leur confiance davantage dans la puissance des armes que dans le respect du droit ou la capacité de l'esprit humain de réaliser la justice par des moyens pacifiques.

6. Au cours de cette Assemblée, nous avons cherché à ouvrir nos cœurs et nos esprits à l'action de l'Esprit Saint et les uns envers les autres; nous avons renouvelé notre détermination à être des artisans de paix, conscients de ce qu'il peut en coûter d'être les disciples du Prince de la paix.

7. Les participants au Rassemblement mondial "JPSC" organisé par le COE à Seoul en 1990 déclaraient: "Nous sommes résolus à nous opposer aux systèmes et aux doctrines se réclamant de la sécurité qui sont fondés sur l'usage ou la menace d'armes de destruction massive et sur le recours aux interventions ou à l'occupation militaires." Il est impératif que les Eglises entendent cette interpellation et y répondent dès maintenant.

8. La Première Assemblée du Conseil oecuménique des Eglises (Amsterdam, 1948) a été retardée par l'imminence d'une guerre mondiale, et chacune des Assemblées suivantes a été confrontée à la perspective ou à la réalité de la guerre. Pourtant sans se lasser, obstinément, le Conseil oecuménique des Eglises a recherché une paix durable en s'efforçant d'éliminer les injustices qui provoquent les guerres, de créer et de renforcer des institutions capables de sauvegarder la paix et la sécurité internationales et de secourir les victimes en cas de guerre.

9. La paix que nous recherchons, ainsi que l'Assemblée de Vancouver (1983) le rappelait aux Eglises, "n'est pas seulement l'absence de guerre... Elle implique un nouvel ordre international basé sur la justice pour toutes les nations et en leur sein, dans le respect de l'humanité, don de Dieu, et dans celui de la dignité de chaque individu. La paix, comme nous l'a enseigné le prophète Esaïe, est l'effet de la justice de Dieu."

10. Nous mettons notre confiance dans la certitude que le monde appartient à Dieu et non aux puissances de ce monde, et nous puisons notre courage et notre espérance dans les promesses de paix, de droiture et de justice que Dieu a faites et que Jésus Christ a incarnées et rendues présentes au milieu de nous par l'oeuvre de l'Esprit Saint. Avec l'aide de Dieu, la paix est possible, même aujourd'hui.

Plaidoyer des Eglises pour une paix juste dans le Golfe et au Moyen-Orient

11. Le Conseil oecuménique des Eglises a plaidé à plusieurs reprises en faveur du respect du droit international et d'un règlement pacifique de ce conflit. Il a :

- a) exprimé sa forte opposition à l'invasion et à l'annexion du Koweït par l'Iraq ;
- b) salué la demande que le Conseil de sécurité a adressée à l'Iraq, exigeant le retrait immédiat et inconditionnel de ses troupes du territoire du Koweït, et l'appel lancé à l'Iraq et au Koweït pour qu'ils entreprennent des négociations intensives afin de régler leurs différends;
- c) soutenu l'application de sanctions strictes interdisant toutes les transactions commerciales avec l'Iraq, à l'exception de celles concernant les fournitures médicales et les denrées alimentaires acheminées dans le cadre de l' action humanitaire ;
- d) fait appel au Conseil de sécurité pour qu'il fasse respecter avec la même énergie ses précédentes résolutions concernant l'intégrité territoriale du Liban, la partition et l'occupation de Chypre, le retrait d'Israël des territoires occupés depuis 1947 et le droit de tous les Etats de la région, y compris Israël, de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, à l'abri de menaces ou d'actes de violence
- e) appelé au retrait de toutes les forces étrangères de la région et à l'examen de toutes les possibilités de négociation afin de désamorcer la crise et de parvenir à un règlement pacifique;
- f) déclaré qu'il est moralement inadmissible que des citoyens étrangers soient retenus en Iraq ou au Koweït, fait appel au gouvernement iraquien pour qu'il favorise le départ de tous les citoyens étrangers qui le désirent, et demande que l'on applique strictement les normes internationales relatives à la protection des réfugiés.

12. Dans le monde entier, des Eglises membres et des organismes oecuméniques régionaux ont pris l'initiative de lancer des appels pressants pour la paix, dans le même sens que le Conseil.

- a) Le Conseil des Eglises du Moyen-Orient (CEMO) a recherché une solution régionale au conflit, et exprimé l'espoir qu'un règlement global et juste soit trouvé pour tous les conflits et les occupations dans la région, afin que s'établissent la paix et l'harmonie dans les relations entre musulmans, chrétiens et juifs de cette partie du monde. Le CEMO a grandement contribué à secourir les réfugiés et les autres victimes du conflit.
- b) Le Conseil national des Eglises du Christ des Etats-Unis a fait appel à plusieurs reprises au gouvernement et au Congrès américains, leur demandant de ne pas renoncer aux sanctions comme moyen de mettre fin à l'occupation du Koweït; il a mis en garde contre l'escalade rapide de la réaction militaire du gouvernement des Etats-Unis face à la crise et contre l'absence apparente de limites mises à l'engagement militaire de ce pays dans la région. Une délégation de responsables d'Eglise américains s'est rendue en Iraq et dans d'autres Etats de la région pour y exprimer les préoccupations de la communauté oecuménique et sa solidarité.
- c) Le Conseil canadien des Eglises a adressé des appels similaires à son propre gouvernement et il a également envoyé une délégation dans la région, qui a rencontré des représentants d'Eglises et des chefs d'autres communautés religieuses.
- d) La Conférence des Eglises européennes (KEK) et les conseils nationaux d'Eglises des pays d'Europe ont mis en garde contre l'attitude qui consiste à accepter la guerre comme une chose inévitable. Ils ont rappelé la conviction que ces

Eglises ont exprimée à Bâle en 1989, lors du Rassemblement oecuménique européen, selon laquelle la guerre est contre la volonté de Dieu et que tout doit être fait pour favoriser un règlement pacifique des conflits.

e) Le Conseil des Eglises d'Amérique latine (CEAL) a appelé l'ONU à redoubler d'efforts en vue de parvenir à une solution pacifique, et les Eglises d'Asie, d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ont attiré l'attention sur les graves répercussions de la crise sur leurs pays respectifs et déconseillé aux gouvernements de soutenir militairement ou économiquement les efforts qui visent à régler le conflit par les armes.

Les risques d'extension du conflit du Moyen-Orient

13. Lorsque l'Iraq a refusé de se retirer du Koweït, les forces massives de coalition conduites par les Etats-Unis se sont déployées dans le Golfe et trois mois plus tard ont commencé à bombarder à la fois le Koweït et l'Iraq. Celui-ci a attaqué Israël à l'aide de missiles, dont quelques-uns sont tombés dans des zones palestiniennes. Malgré la peur et la souffrance que cela a causées en Israël, celui-ci n'a pas riposté mais a imposé un couvre-feu permanent dans les territoires occupés, aggravant encore la tragique condition des Palestiniens qui se sentent sans défense, abandonnés de la communauté mondiale et inquiets pour leur avenir, et faisant monter la tension dans toute la région.

12. Au Liban, la paix fragile et péniblement acquise a été rompue lorsque des missiles ont été lancés sur Israël depuis le territoire libanais. Israël a riposté en lançant de nouveaux raids aériens massifs sur les villes et les villages libanais, mettant de nouvelles entraves au gouvernement libanais et à son armée dans les efforts qu'ils font pour établir leur autorité sur ce pays déchiré par la guerre.

15. Des tensions qui couvaient, prêtes à s'enflammer, dans toute la région, ont été avivées lorsque plusieurs pays, des limites nord du Moyen-Orient à la corne de l'Afrique - la Turquie, l'Iran, la Jordanie, le Soudan et d'autres - ont été entraînés dans la zone d'affrontement. En fait, la région tout entière y compris l'Iraq est équipée d'énormes arsenaux hautement sophistiqués, la plupart fournis par les gouvernements et les industries des pays qui font partie des forces de coalition. L'ensemble du Moyen-Orient est une poudrière qui risque d'exploser à tout moment. Avec la présence dans la région et aux alentours d'armes chimiques, biologiques et nucléaires, une conflagration pourrait s'étendre rapidement au-delà des limites du Golfe.

16. Toutes les guerres ont des effets secondaires graves; mais le gaspillage du pétrole déjà déversé dans le Golfe, et l'estimation des conséquences qu'aurait pour le réchauffement de l'atmosphère terrestre l'embrasement des puits de pétrole du Koweït, de l'Iraq et de l'Arabie saoudite, montrent bien que les risques de destruction écologique sur une large échelle, voire de la planète tout entière, provoqués par cette guerre, sont considérables.

Les implications de la guerre sur le plan mondial

17. En fait, on peut dire que la guerre a déjà des répercussions sur le plan mondial. Les nations pauvres du monde sont parmi ses principales victimes, dont beaucoup sont déjà en proie à des conflits internes et écrasées par une dette extérieure massive.

18. Leurs populations ont été les premières à souffrir. Au Moyen-Orient, les travailleurs venant de pays comme Sri Lanka, le Bangladesh, les Philippines, l'Inde et la Corée ont été soit pris au piège dans des zones touchées par la guerre, soit contraints de fuir dans des circonstances dramatiques. La guerre fait peser une contrainte supplémentaire sur les économies de ces nations dont certaines dépendent lourdement des envois d'argent de leurs nationaux employés dans la région, envois qui sont aujourd'hui bloqués.

19. La guerre a porté un coup de massue à l'économie de bien des pays en développement, puisqu'ils ont vu se fermer les principaux marchés de leurs matières premières, que le prix des combustibles et des produits pétroliers et celui de leurs denrées alimentaires de base comme le riz et les céréales est monté en flèche, et que d'autres produits essentiels d'importation ont atteint un coût prohibitif pour les pauvres.

20. La guerre a conduit à de nouvelles menaces et à de nouveaux actes terroristes dans plusieurs parties du monde.

21. Elle a attisé les flammes des conflits religieux et ethniques dans un grand nombre de pays et de régions, en particulier en Asie, déstabilisant gravement les uns et provoquant chez les autres de violents conflits.

22. La préoccupation des chaînes mondiales d'information, des gouvernements et des institutions internationales à l'égard de la guerre du Golfe a détourné l'attention de l'immense tragédie que vivent en ce moment d'autres populations et des efforts qu'il faut entreprendre pour résoudre les autres conflits armés qui ravagent le monde. On estime par exemple que sur le continent africain, quelque 20 millions de gens sont sur le point de mourir de faim: au Soudan, en Ethiopie, en Somalie, en Angola, au Mozambique et au Liberia. En ce temps de guerre, une grande partie du monde a refusé d'entendre leurs appels au secours.

Les Nations Unies, la guerre du Golfe, et le "Nouvel ordre mondial"

23. Le Conseil oecuménique des Eglises a encouragé la création de l'Organisation des Nations Unies, et des représentants de ses Eglises membres se trouvaient présents en son nom lors de l'adoption de la Charte. Depuis l'Assemblée d'Amsterdam (1948), il a donné son appui à cette organisation. Il a contribué à son succès et à celui de ses institutions spécialisées, en particulier par l'intermédiaire de sa propre Commission des Eglises pour les affaires internationales, organisation non gouvernementale de premier plan ayant statut consultatif auprès du Conseil économique et social.

24. Les réalisations de l'Organisation des Nations Unies au cours des années ont été remarquables dans de nombreux domaines. Même durant ces dix dernières années pendant lesquelles les grandes puissances l'ont beaucoup négligée, cette organisation a continué à établir les bases indispensables au rôle qu'elle a à jouer dans le règlement pacifique des conflits internationaux. Une grande partie de son travail a porté ses fruits après 1985 lorsqu'elle est intervenue dans les situations suivantes: négociations mettant un terme à la guerre Iran-Iraq et la guerre en Afghanistan; conclusion, après un long différend, d'un accord sur la Namibie conduisant celle-ci à l'indépendance; accélération de la fin de l'apartheid en Afrique du Sud par l'application de sanctions globales ; rôle nouveau et plus énergique joué dans le règlement de conflits régionaux en Amérique centrale et ailleurs.

25. Toutefois, les paroles prononcées par l'évêque Bell lors de la Première Assemblée à Amsterdam restent d'actualité. "Le droit international, a-t-il dit, si l'on ne veut pas qu'il reste théorique, requiert des institutions internationales. Pour inspirer le respect et l'obéissance des nations, ces institutions doivent aborder les problèmes internationaux pour eux-mêmes et non pas se laisser guider par des intérêts nationaux... Les Nations Unies avaient pour mission ... d'établir des relations amicales entre les nations. Leurs buts à cet égard méritent l'appui des chrétiens. Mais si dans l'intérêt du bien commun, les nations ne savent pas renoncer à une plus grande partie de leur souveraineté nationale, elles seront tentées de recourir à la guerre pour faire valoir leurs revendications. "

26. Les Eglises et l'opinion publique d'une grande partie du monde ont donné leur appui aux premières décisions du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies condamnant l'invasion du Koweït, et ont approuvé l'application de sanctions visant à obliger l'Iraq à se retirer de ce pays occupé. Elles auraient de beaucoup préféré que les Nations Unies elles-mêmes aient pris toutes les décisions et les mesures limitées nécessaires pour mettre fin à l'agression. Malheureusement les Etats membres n'ont pas encore donné à l'Organisation des Nations Unies le pouvoir de jouer un tel rôle.

27. En adoptant la résolution 678 du Conseil de sécurité qui autorise "les Etats membres ... à user de tous les moyens nécessaires pour faire respecter et appliquer" les résolutions précédentes, les Nations Unies se sont mises dans une position où elles risquent d'encourir le blâme de dépendre excessivement d'une grande puissance ou d'un groupe de pays puissants, ou de sembler autoriser une guerre à grande échelle qui ne sert pas les intérêts d'un ordre international fondé sur la paix et le droit.

28. La question de savoir comment sont prises les grandes décisions internationales est devenue d'une urgence capitale dans le monde aujourd'hui. Les leçons tirées de la manière dont cette première grande crise mondiale depuis la fin de la guerre froide a été traitée par la communauté internationale appelle un examen critique du nouvel ordre mondial en train d'émerger. Aucun gouvernement seul, ni groupe de gouvernements ne devraient prendre ni être autorisés à assumer la responsabilité première du règlement des grands conflits qui se déroulent à l'extérieur de ses propres frontières.

29. Il serait inacceptable que le Conseil de sécurité ou le secrétaire général, dans l'exercice de ses bons offices, se trouvent pour une raison quelconque mis dans l'impossibilité d'agir de façon indépendante et dans un esprit fidèle à la Charte des Nations Unies. La communauté des nations ne peut se permettre un tel affaiblissement du système des Nations Unies. Pour que soient respectées la paix du monde, la primauté du droit et l'autorité des Nations Unies, il est impératif que soit renforcée sa position de garant d'un nouvel ordre mondial global fondé sur la paix.

30. Il est impératif pour la paix du monde, la primauté du droit et la crédibilité des Nations Unies que les parties au conflit du Golfe mettent immédiatement un terme aux hostilités et s'emploient à rechercher une paix négociée.

31. Dans l'intérêt de tous les peuples, l'heure est venue de construire un nouvel ordre mondial juste sur lequel s'édifiera la paix:

- a) un ordre économique mondial qui mette fin à la domination et à l'exploitation des pauvres par les riches;
- b) des systèmes d'information et de communication qui, comme l'a dit le Rassemblement mondial sur la justice, la paix et la sauvegarde de la création (JPSC) (Seoul 1990), offrent à tous la vérité au lieu de l'erreur et des médias mis au service de la paix et non de la violence, et qui corrigent les déséquilibres engendrés par la concentration des médias entre les mains de quelques nations et sociétés toutes puissantes;
- c) un ordre de l'environnement qui respecte l'intégrité de la création de Dieu et contrôle l'insatiable appétit des pays industrialisés pour le pétrole - source majeure des conflits mondiaux, comme le montre cette guerre, et d'une immense détérioration de l'environnement - et qui conduise ces pays à adopter de nouvelles politiques en matière d'énergie axées sur la conservation des ressources.

L'impact du racisme et de l'intolérance

32. La guerre du Golfe révèle l'impact tragique du racisme sur les politiques à la fois internationales et nationales des Etats dont les populations autochtones sont souvent les premières à souffrir.

33. Au niveau international, on assiste à une montée choquante de la discrimination contre les personnel d'origine ou d'apparence arabes ou citoyennes de pays arabes. Au nom de la "sécurité nationale" et de la "prévention du terrorisme", dans bien des pays du monde, beaucoup de personnes sont victimes d'humiliations systématiques et de harcèlement, connaissent la détention préventive et sont ouvertement l'objet de menaces physiques venant à la fois des autorités des Etats et de groupes privés.

34. Dans un grand nombre de pays occidentaux, les sentiments antimusulmans se développent, nourris par la représentation qui est faite de l'islam comme d'une religion menaçante par nature. Le résultat en est que beaucoup de musulmans se sentent humiliés, en colère et que l'avenir des relations entre chrétiens et musulmans - si décisives pour la

paix et l'harmonie dans bien des régions du monde - risque d'en être gravement compromis à l'heure où l'on assiste dans plusieurs pays à des manifestations d'antisémitisme, beaucoup de juifs éprouvent une grande inquiétude.

35. Le fardeau de cette guerre retombe de façon disproportionnée sur les minorités raciales et ethniques. Le Département américain de la défense estime, par exemple, que 25 % des troupes déployées dans le Golfe (29 % des forces terrestres et 55 % des femmes en uniforme) sont noirs. Et pourtant les Afro-américains représentent à peine plus de 11 % de la population civile de plus de 16 ans. Il n'est pas facile d'accéder aux chiffres correspondants pour d'autres minorités raciales ou ethniques, mais on peut supposer sans grand risque d'erreur que les autochtones d'Amérique et les personnes d'origine hispanique sont également surreprésentés dans les forces combattantes. On craint de plus en plus que toute une génération de jeunes noirs, d'Hispano-Américains et d'autochtones d'Amérique soit menacée par une misère endémique, l'insuffisance de soins médicaux, l'incidence toujours croissante du SIDA et les répercussions de la drogue et de la criminalité qu'elle entraîne. Beaucoup de ceux qui sont entrés dans l'armée à la recherche d'une formation et d'un emploi stable et pour échapper à ces dangers risquent à présent leur vie dans le Golfe.

La condition et le rôle des femmes

36. Ce conflit particulier, de même que l'institution très ancienne de la guerre et le militarisme qui l'alimente, sont l'œuvre des hommes qui les dirigent et les perpétuent. Certaines femmes peuvent parfois soutenir les solutions militaires aux conflits et, de plus en plus, il existe des femmes soldats. Dans les rares cas où des femmes sont à la tête de gouvernements, certaines encouragent une politique qui débouche sur la guerre. Toutefois la plupart des femmes et des enfants sont des victimes de la guerre et du militarisme. Ils deviennent des réfugiés, subissent les violences sexuelles de l'occupant et se trouvent pris au piège de la violence. Lorsque les ressources de la société sont détournées des institutions qui prennent soin de la vie au profit de celles qui la détruisent, ceux qui sont privés du nécessaire vital sont, pour la majorité, des femmes et des enfants. Si les femmes sont victimes de forces auxquelles elles ne prennent que peu de part, elles sont souvent au cœur de mouvements qui militent pour la paix et la justice et mènent d'autres activités axées sur un règlement non violent et novateur des conflits. Et les femmes sont les premières à exiger que les adversaires soient reconnus comme des êtres humains à part entière et non figés dans le stéréotype de l'ennemi.

L'incidence sur la jeunesse

37. La guerre moderne est particulièrement meurtrière pour les jeunes et les enfants. Selon les informations reçues, beaucoup de nourrissons et d'enfants sont parmi les principales victimes tant de l'occupation du Koweït que du bombardement infligé à l'Iraq en représailles. Ceux qui, dans la guerre, sont amenés à se battre comme soldats sont, dans leur grande majorité, des jeunes. Les jeunes de cette Assemblée ont dit leur inquiétude de savoir que dans beaucoup de pays, des jeunes, hommes et femmes, sont appelés à aller se battre au Moyen-Orient dans une guerre qui n'est pas la leur, et que les jeunes sont parmi les premiers à souffrir des problèmes économiques et des tensions qu'ils entraînent.

11. Appels et affirmations

38. Mus par un souci pour toutes les victimes de la guerre du Golfe, pour les pauvres, les victimes de l'oppression raciale, les femmes, les jeunes, les victimes civiles et pour ceux qui, par loyalisme ou par le jeu des circonstances, sont engagés dans le conflit comme membres des forces armées, mus par le souci de la justice, de la paix et de la sauvegarde de la création, et désireux d'exprimer notre espérance d'un ordre mondial vraiment juste, pacifique, démocratique et participatif et d'institutions capables de le régir et de le maintenir en place, nous qui participons en février 1991 à la Septième Assemblée du Conseil oecuménique des Eglises à Canberra, nous nous écrivons: "Arrêtez la guerre! Perseverez sur la voie de la paix ! ».

39. Aux Eglises

a) Nous vous exhortons à perseverer inlassablement dans vos prières et votre pastorale en faveur des dirigeants des nations et en particulier de tous ceux qui sont pris dans cette guerre tragique, de quelque côté qu'ils soient, ou qui en sont des victimes: les civils innocents, les combattants, les familles et les amis qui pleurent l'absence ou la perte des leurs, et ceux qui s'opposent au service militaire pour motif de conscience.

b) Nous en appelons tout particulièrement aux Eglises des pays qui exportent et importent des armes pour qu'elles réclament avec insistance l'adoption de mesures immédiates propres à maîtriser ce commerce de mort et de destruction. Plus les armes sont mortelles et nombreuses, plus les guerres et les conflits sont violents et destructeurs. Ce commerce incontrôlé constitue un déni de la sainteté de la vie humaine et une profanation de la planète.

c) Nous réitérons l'appel de la Sixième Assemblée: «Aujourd'hui, les Eglises sont appelées à confesser à nouveau leur foi et à se repentir pour toutes les occasions où les chrétiens sont restés silencieux devant l'injustice et les menaces faites à la paix. La vision biblique de la paix, qui implique la justice pour tous, l'intégrité, l'unité de tout le peuple de Dieu, ne constitue pas pour les disciples du Christ une option parmi d'autres: c'est un impératif de notre temps».

Aux Nations Unies :

a) Nous vous demandons instamment de renforcer votre rôle d'artisan de paix, vos fonctions de maintien de la paix, de conciliation et de négociation.

b) Nous vous demandons instamment d'agir immédiatement et de manière décisive pour arrêter la guerre et pour revenir à la stricte application de sanctions non violentes - sans ultimatum - à l'encontre de l'Iraq, dont les actes violent le droit international et ont été largement condamnés par les nations.

c) Nous vous demandons instamment de reconvoquer d'urgence et de manière permanente le Conseil de sécurité pour tracer un nouveau plan d'action prévoyant la négociation pacifique du différend entre l'Iraq et le Koweït et des autres

conflits en suspens dans la région.

d) Nous vous demandons instamment de préparer avec toute la rapidité voulue la convocation de la conférence internationale sur la paix au Moyen-Orient réclamée lors de la 38ème Assemblée générale des Nations Unies en 1983, afin de résoudre la question de la Palestine, de se pencher sur la question des droits nationaux légitimes des Palestiniens à l'autodétermination et à un Etat indépendant qui leur soit propre, et comme moyen de faire appliquer la Résolution 242 du Conseil de sécurité (1967) qui reconnaît à chaque Etat de la région, y compris Israël, le droit de "vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues à l'abri de menaces ou d'actes de violence". Entre-temps, nous demandons que le peuple palestinien des territoires occupés bénéficie de la protection internationale jusqu'à ce que la Conférence internationale sur la paix ait terminé ses travaux.

e) Nous demandons instamment aussi la mise en place d'une Conférence sur la paix, la sécurité et la coopération au Moyen-Orient, avec la participation sur un pied d'égalité de tous les Etats et peuples intéressés, comme un moyen supplémentaire de parvenir à un règlement juste et durable dans lequel tous les Etats se reconnaissent mutuellement et voient leur sécurité effectivement garantie.

f) Nous vous demandons instamment d'être cohérents dans vos décisions afin d'obtenir que les nations se conforment aux résolutions des Nations Unies, en particulier celles qui demandent que soit mis un terme à l'occupation illégale de territoires au Moyen-Orient: les territoires palestiniens occupés par Israël en 1967, le Liban et Chypre.

41. Aux nations et à leurs dirigeants

a) Nous félicitons les nations qui se sont employées à rechercher une solution négociée à ce conflit, avant et après le début de la guerre, et les encourageons à poursuivre ces efforts avec une énergie renouvelée.

b) Nous demandons instamment et d'urgence tant à l'Iraq qu'aux forces de la coalition dirigées par les Etats-Unis de cesser immédiatement les hostilités et de travailler à un règlement négocié du différend Iraq-Koweït dans le contexte des Nations Unies.

c) Nous demandons instamment à toutes les nations impliquées dans la guerre de respecter les normes internationales relatives à la protection des civils en temps de conflits armés.

d) Nous lançons un appel au gouvernement de l'Iraq afin qu'il manifeste son intention de se conformer à la résolution 660 du Conseil de sécurité en se retirant complètement et sans condition du territoire du Koweït dès que les hostilités auront cessé, et qu'il donne des garanties de sa bonne foi.

e) Nous demandons à toutes les puissances étrangères de retirer toutes leurs forces du Moyen-Orient, à l'exception de celles qui sont chargées du maintien de la paix sous le commandement des Nations Unies, car c'est le moyen de contribuer à rétablir un climat propice à la recherche d'un règlement durable des conflits de la région.

f) Nous lançons un appel au gouvernement israélien pour qu'il lève le couvre-feu permanent imposé aux territoires occupés depuis le début de la guerre.

42. Aux fidèles d'autres religions:

En présence des représentants d'autres religions qui ont été nos invités pendant cette Assemblée, nous nous engageons à refuser de nous laisser séparer de nos frères et de nos soeurs d'autres religions à cause de cette guerre et à repousser en particulier tout effort tendant à diviser chrétiens, musulmans et juifs, dont les religions sont nées au Moyen-Orient. Nous nous engageons à nous associer à eux par la prière et à travailler avec eux pour la paix, anticipant ainsi le jour où tous pourront vivre ensemble dans la paix et le respect mutuel.

43. Nous souvenant toujours que Dieu règne sur toutes choses avec justice, nous prions "Viens, Esprit Saint, transforme notre vie. Elève-nous et soutiens-nous aujourd'hui. Donne-nous la sagesse et la foi afin que nous sachions à quelle grande espérance nous sommes appelés. Viens, Esprit Saint, renouvelle toute la création."